

Annecy, le 25 avril 2019

La directrice académique des services de
l'éducation nationale de la Haute-Savoie

à

Mesdames et messieurs les instituteurs et
professeurs des écoles

s/c de mesdames et messieurs les inspecteurs
de l'éducation nationale

Direction des services
départementaux
de l'éducation nationale
Haute-Savoie

Division du 1^{er} degré public

Pôle Ressources humaines

Gestion collective

Affaire suivie par :
Carole VANNESTE
04 50 88 45 31

Mél :
ce.dsden74-div1@ac-
grenoble.fr

Adresse
Cité administrative
7 rue Duparloup
74040 ANNECY Cedex

Objet : Mise en œuvre de la mobilisation du compte personnel de formation (CPF) pour les personnels du premier degré public

Références

- Loi 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels
- Ordonnance 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité dans la fonction publique
- Décret 2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'État
- Décret 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique
- Circulaire DGAFP du 10 mai 2017
- Guide DGAFP 2017 de mise en œuvre du CPF des agents publics de l'État
- Arrêté du 21 novembre 2018 portant fixation des plafonds de prise en charge des frais liés au compte personnel de formation dans les services et établissements du ministère de l'éducation nationale.

La présente note a pour objet de définir les modalités et procédures de mobilisation du CPF pour les personnels enseignants du premier degré public dans le département de la Haute-Savoie pour l'année 2019/2020.

1- Définition

Le CPF s'inscrit, avec le compte d'engagement citoyen (CEC) dans le dispositif du compte personnel d'activité (CPA) mis en œuvre par l'ordonnance du 19 janvier 2017 et consultable par chaque agent via le portail : moncompteactivite.gouv.fr.

Le CPF remplace le DIF (droit individuel à la formation) et a pour objectif de renforcer l'autonomie et la liberté d'action de chaque agent dans la mobilisation de son droit à la formation et de faciliter son évolution professionnelle.

2- Alimentation du CPF

L'alimentation du CPF s'opère au cours du premier trimestre de l'année n+1, de manière automatique, à raison de 24h par année de travail jusqu'à l'acquisition d'un droit de 120h puis 12 heures dans la limite d'un plafond de 150h pour les agents à temps complet ou partiel.

Pour les agents exerçant leurs fonctions à temps incomplet, le calcul se fait au prorata du temps de travail.

Les périodes des congés définis par l'article 3 du décret du 6 mai 2017 sont prises en compte dans le calcul du droit.

3- Modalités de mobilisation du CPF

a. Formations éligibles

Le CPF peut être mobilisé pour un projet d'évolution professionnelle, c'est-à-dire :

- une mobilité
- une promotion
- une reconversion professionnelle
- une formation diplômante ou qualifiante dans un objectif d'évolution professionnelle
- la prévention d'une inaptitude professionnelle

b. Procédure

L'agent renseigne un dossier (annexe 1) qui lui permet d'exposer son projet de formation, d'en souligner la cohérence avec son projet professionnel et de décrire la formation demandée.

L'élaboration du projet et/ou la présentation du dossier pourront être judicieusement accompagnés par un conseiller mobilité carrière.

Contact : Pascale CHARDONNET : ce.cmc74@ac-grenoble.fr

Un devis détaillé des frais pédagogiques de la formation est joint obligatoirement.

Le dossier complet, portant l'avis motivé de l'inspecteur de l'éducation nationale et accompagné des pièces justificatives conditionnant son examen est adressé par la voie hiérarchique au moins six mois avant le début de la formation à l'adresse suivante :

DSDEN de la Haute-Savoie
Division du 1^{er} degré public – Pôle Ressources humaines - Gestion collective
Cité administrative
7 rue Dupanloup
74040 ANNECY CEDEX.

Le service de la DSDEN accuse réception du dossier.

Les dossiers sont étudiés en commission, composée de l'INA, du CPC Formation continue, du CMC et de représentants du service RH : celle-ci s'attachera plus particulièrement à l'évaluation de la pertinence du projet professionnel dans le cadre d'une évolution professionnelle et de l'adéquation à celui-ci de la formation demandée.

La commission se réunit : mi- octobre et mi-avril de chaque année scolaire.

Les demandeurs sont informés de la décision prise dans un délai de deux mois suivant la commission.

NB : les agents en position de congé de maladie, longue maladie ou longue durée ne sont pas autorisés à suivre des formations et ne peuvent donc pas mobiliser leur CPF.

4- Prise en charge des frais pédagogiques de la formation, procédure et modalités de paiement

Les frais pédagogiques de la formation pourront être pris en charge, en fonction des crédits disponibles, à hauteur de **25€ TTC maximum par heure** de CPF mobilisée, dans la limite d'un **plafond de 1500€ TTC** par projet et par année scolaire.

Lors de la notification d'accord sur un dossier, le service RH - Gestion collective notifie à l'agent le montant qui lui est accordé et lui demande de confirmer son intention de suivre la

formation.

L'agent s'inscrit à titre individuel auprès de l'organisme retenu, s'acquitte des frais et entame sa formation.

A l'issue de sa formation, l'agent adresse au service RH - Gestion collective :

- un justificatif original de paiement à l'organisme de formation
- une attestation d'assiduité à la formation établie par l'organisme

Au vu de ces documents, le service RH - Gestion collective met en paiement, au bénéfice de l'agent, le montant accordé par la commission.

L'agent qui, sans motif valable, a participé à moins de 90 % des heures d'enseignement prévues par la formation suivie au titre du compte personnel de formation ne peut prétendre à aucun remboursement.

Le service RH - Gestion collective (ce.dsden74-div1@ac-grenoble.fr) se tient à votre disposition pour toute information complémentaire.

Pour la rectrice et par délégation
La directrice académique des services
de l'éducation nationale de la Haute-Savoie



Mireille VINCENT